

LE BULLETIN CLOUET

ACTUALITÉ DE HADRIEN CLOUET · DÉPUTÉ LFI-NFP DE LA 1^{RE} CIRCONSCRIPTION DE LA HAUTE-GARONNE

TOULOUSE · BLAGNAC · BEAUZELLE · CORNEBARRIEU · MONDONVILLE

Austérité? Sans nous!

ILS ONT OSE

SI VIS PACEM...

Le 5 mars, Macron attisait les peurs lors d'une allocution, à la veille d'un conseil européen sur l'invasion de l'Ukraine. **"La menace russe est là"** disait il, avant de ressortir des cartons son projet d'"Europe de la défense" agité depuis 2017. Triple erreur. D'abord, car il n'y a pas de Défense sans industrie... et Vencorex ou Arkema, fournisseurs de notre force de frappe nucléaire sous-marine, sont actuellement **démantelés** par la concurrence internationale sans réaction. Ensuite, car cette "Europe" de la Défense consiste en **800 milliards € de commande... aux USA !** Comment les financer ? En sacrifiant notre modèle social, annonce Macron, sans faire contribuer les grandes fortunes ! C'est un véritable impôt populaire au profit de Trump, dont l'attitude impérialiste (tentative de mettre la main sur les minerais ukrainiens et humiliation publique du président Zelinsky) dicte une urgence : **indépendance, sortie de l'OTAN, non-alignement**. D'autant que la complicité européenne avec le génocide israélien dégoûte les pays du Sud de nous appuyer face à la Russie. Attention : en Ve République, le Président déclare seul la guerre. Ce qui urge, c'est l'économie de la paix.

CONCLAVE RETRAITES : ATTENTION, FUMÉE NOIRE !



Manifestation contre la réforme des retraites, 23 mars 2023

Il y a deux ans, nous étions des millions à défiler contre la réforme de la retraite à 64 ans **imposée via 49-3** par le Gouvernement d'Elisabeth Borne. Ce coup de force n'a jamais cessé et prend des formes tous les jours renouvelées.

En janvier dernier, François Bayrou avait sorti de son chapeau un gros lapin qui lui ferait gagner du temps avant la prochaine censure : **rouvrir le débat sur les retraites**. Les représentants de syndicats (salariés et patronaux) habilement triés seraient réunis trois mois en "**conclave**" afin de "négocier" l'avenir de notre système de retraite. Le Premier ministre promettait alors une discussion sans tabou... à condition que les propositions soient unanimes ! Piège grossier. FO et l'U2P ont donc déjà claqué la porte.

Car François Bayrou a une marotte : **la retraite par points**, qu'il défend depuis plus de 30 ans et tente d'imposer en douce. Dans ce système, les salarié-es acquièrent des points grâce à leurs cotisations tout au long de leur carrière, puis les revendent en échange d'une pension de retraite une fois l'âge légal atteint. Sauf que, surprise, la **valeur du point est fixée par le Gouvernement...** et sert de variable d'ajustement du système en fonction de la conjoncture économique (en clair : on achète des points imprévisibles, à un prix imprévisible pour les liquider à une valeur imprévisible).

Le plan de Bayrou pour imposer la retraite à points est simple : saboter le "conclave" en limitant le débat. D'abord, le béarnais a inondé le débat public avec son fameux "**déficit caché**" du système des retraites : 55 milliards € d'après lui, **6,6 milliards € dans le monde réel** (soit 1% de cotisation patronale !). Ensuite, il a commandé un rapport à la Cour des comptes pour servir de base aux négociations... sans tester l'hypothèse d'un retour à 62 ans. Puis il a exigé un retour à l'équilibre du système en 2030, en rejetant toute hausse des cotisations sociales. Enfin, dimanche, il a abattu ses cartes : hors de question de revenir sur la réforme de 2023. Au nom de Poutine, évidemment...

Pendant ce temps, le Medef et ses amis s'en donnent à cœur joie pour démonter nos conquises sociaux. Voici un petit florilège des pires propositions du "conclave" relayées par les éditocrates de plateau : **indexation de l'âge légal de départ à l'espérance de vie** (CPME), report de l'âge légal **au-delà de 64 ans** et de la décote au delà de 67 ans (Medef), instaurer un **système par capitalisation** (Medef, CPME, U2P), **une heure de travail gratuit** par semaine (CPME). Le festival des horreurs pour protéger les riches.



COMBATTONS L'EXTRÊME DROITE !



L'extrême droite envahit le paysage politique et médiatique. Décomplexée, elle vomit sa propagande sur les réseaux sociaux et dans les médias que ses partisans ont acheté. Elle gouverne aux Etats-Unis, en Hongrie, en Italie, en Israël, bat des records aux législatives en Allemagne et en France. Surtout, comme dans les années 1930, elle trouve de nouveaux soutiens dans la droite dite classique et certains libéraux - on le voit à Toulouse, quand la mairie refuse d'héberger les enfants livrés la nuit à des températures glaciales, car ils sont étrangers.

Les agressions racistes se multiplient, des groupuscules violents et organisés ciblent des personnes en fonction de leur origine réelle ou supposée et de leur couleur de peau. Angela Rostas, enceinte de 7 mois, assassinée à coup de fusil car Rom, Djamel Bendjaballah, éducateur à Dunkerque, écrasé par un néonazi... Les discriminations racistes font rage : un homme maghrébin touche un salaire inférieur de 4% à la moyenne, une femme maghrébine, 16% de moins, une femme d'Afrique subsaharienne, encore 5% de moins. Tout le monde est concerné, car jeter les salariés les uns contre les autres, c'est dégrader leur situation à tous.

Aux Etats-Unis, le nazi sous kétamine Elon Musk a inventé une nouvelle administration chargée de purger les autres. Au lendemain de l'élection, les milliardaires de la tech ont vite prêté allégeance au président d'extrême droite : Jeff Bezos (Amazon), Mark Zuckerberg (Meta = Facebook, Instagram, What's App...), Sergey Brin (Alphabet Inc = Google), ainsi que les Français Bernard Arnault (LVMH) et Xavier Niel (Iliad = Free) qui se sont pavans à sa cérémonie d'investiture. Bilan : déjà 350 sites web fermés, 13000 mots interdits d'usage dans l'administration, fermeture des services publics de proximité, interdiction de la publicité pour les pilules abortives, destruction des livres sur le nazisme et la Shoah dans les écoles...

En France, la même chose nous pend au nez. Retailleau vante les "bonnes heures de la colonisation", fustige les "Français de papiers", Macron trouve que l'hôpital public est "rempli de Mamadou", Bayrou remet en cause le droit du sol. Un pays ne sombre pas dans le fascisme du jour au lendemain. C'est un glissement progressif de la fenêtre d'Overton qui rend "acceptables" des propos et des actes intolérables. Depuis les élections législatives, où nous avons été des millions à nous mobiliser pour empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir, Macron troque les valeurs de la République pour garder sa place. L'extrême droite mène une guerre idéologique, nous devons tout faire pour l'empêcher de la gagner. Alors pour les droits humains, pour la République, dans chaque quartier, dans chaque école, partout, toujours nous les combattrons.



→ Bientôt à l'Assemblée

Dans les prochaines semaines l'Assemblée nationale examinera deux textes majeurs. D'abord, la **proposition de loi transpartisane de lutte contre les déserts médicaux**, que je défend depuis le début de mon premier mandat. Nous obtiendrons une majorité de votes pour la **régulation de l'installation des médecins**, la fin de la majoration des tarifs, les études de médecines accessibles dans chaque département et la garantie de la permanence des soins.

Ensuite, nous reprendrons les **débats sur la Fin de vie** entrepris l'an dernier, mais scindé en deux textes (un sur les soins palliatifs et l'autre sur l'aide à mourir). En tant que chef de file pour LFI, je **défendrais l'aide à mourir dans la dignité**, ultime preuve d'humanité et de solidarité.

→ Toute l'actu

Pour lire toutes les **questions écrites**, **propositions de loi**, **notes de blog** et **toute l'actu en circo et à l'Assemblée** c'est par ici !

